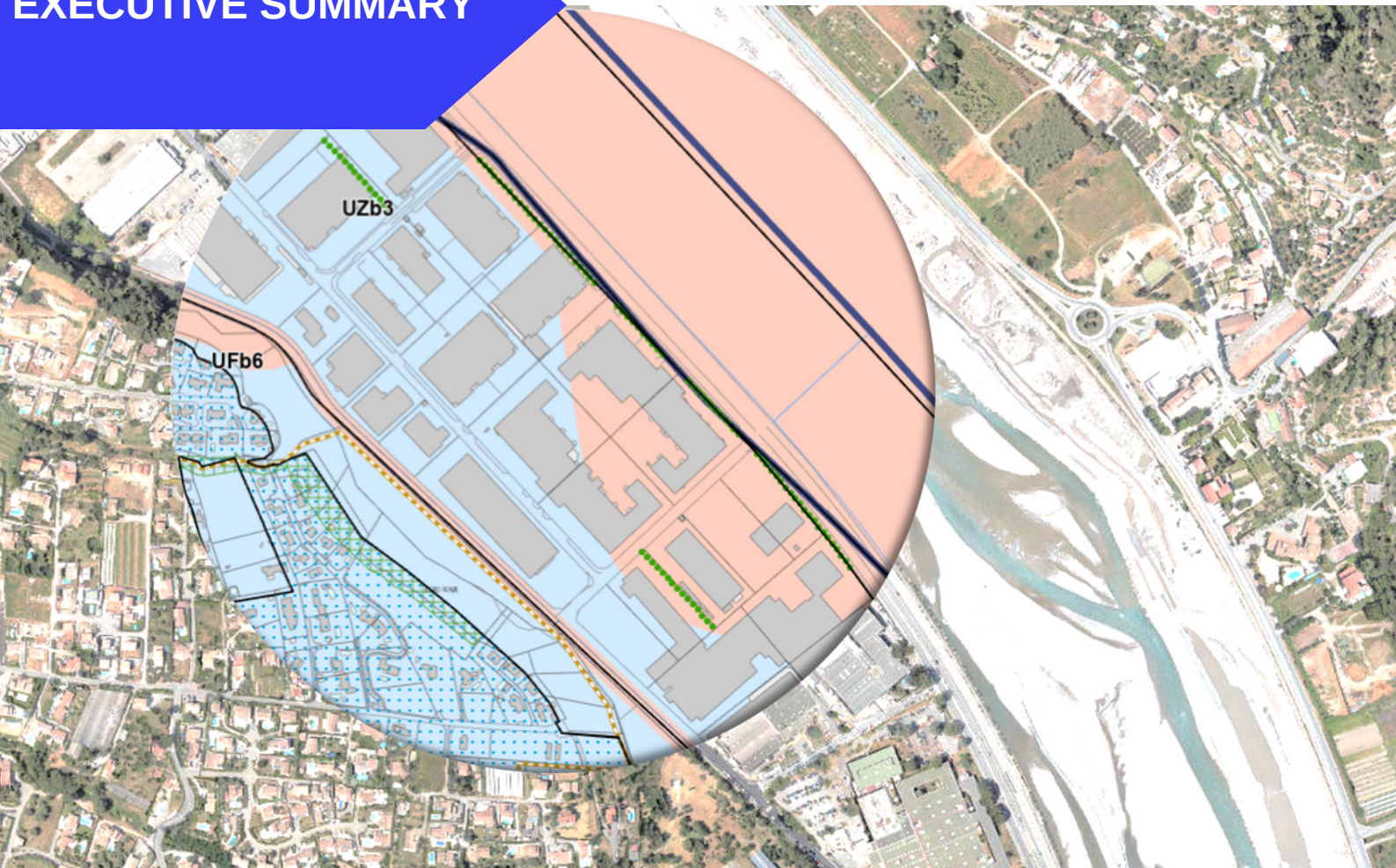


EXECUTIVE SUMMARY



ETUDE SUR-MESURE

EXPERTISE

ECONOMIE

MOBILITE

URBANISME



Intitulé de l'étude : Accompagnement de l'ASLLIC dans le cadre d'une réflexion réglementaire du PLU métropolitain

Le département Etudes & data de la CCI Nice Côte d'Azur a accompagné l'**Association Syndicale Libre des Lots Industriels de Carros** (ASLLIC), représentante de la zone industrielle de Carros, dans une réflexion réglementaire du PLUm en zone UZb3. Ce travail en étroite collaboration avec l'Atelier Patrice Clavel et les services de la Métropole, a permis de dégager des pistes d'évolutions réglementaires pour dynamiser et valoriser à terme les activités implantées sur ce site à vocation d'activités économiques.

Durée de réalisation : 6 mois

Focus

La zone industrielle de Carros située en zone UZb3 « zone d'activités industrielles et artisanales » du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) regroupe un ensemble d'acteurs économiques souhaitant développer ou optimiser leurs activités. Des points réglementaires peuvent contraindre les projets de développement des entreprises implantées. L'objectif de cette démarche a été d'apporter des propositions de rédactions réglementaires mieux adaptées à la réalité du site, pour optimiser le foncier d'activité dans l'esprit de la loi Climat et Résilience et de la désimperperméabilisation.

Méthodologie

1. Identification des dispositions générales et spécifiques pouvant contraindre les entreprises implantées ou souhaitant se développer.
2. Benchmark d'autres réglementations existantes et ateliers d'échanges collaboratifs avec l'appui de l'architecte conseil
3. Synthèse des propositions et des points relevés, échanges et ateliers avec les services de la Métropole NCA.
4. Rédaction d'une note de conclusion avec l'ensemble des propositions retenues et favorables pour une zone industrielle moins contrainte.

Indicateurs de prise de décision

Il a été identifié quatre points réglementaires pouvant être assouplis et permettre aux acteurs économiques implantés d'optimiser leur foncier. Cette étroite collaboration a également permis d'engager une réflexion globale sur l'aménagement à terme de la zone industrielle, face au risque d'inondation.

Points réglementaires identifiés

